

International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas
Red sindical internacional de solidaridad y de luchas
Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta

www.laboursolidarity.org

L'égalité entre les femmes et les hommes : un enjeu syndical !

Le syndicalisme s'inscrit dans une démarche féministe en agissant pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais nous constatons que nous sommes loin du compte : qu'il s'agisse de la prise en charge des revendications visant à l'égalité au travail ou à la place des femmes dans nos organisations syndicales... Il nous faut donner plus de réalité à cet engagement politique, y compris en combattant les dérives sexistes au sein de nos syndicats (par exemple les agressions physiques bien sûr, mais aussi verbales ou à travers les écrits, les dessins).

Cela passe par des outils de compréhension des enjeux, des orientations revendicatives, des actions, pour considérer cette approche féministe comme une activité syndicale indispensable. Il s'agit de la concevoir comme un facteur de renouvellement pour notre syndicalisme, comme l'un des éléments de notre démocratie syndicale, et enfin, de l'inscrire à part entière dans notre projet de transformation sociale.

Les inégalités entre les femmes et les hommes sont désormais mieux identifiées. Dans de nombreux pays, les luttes féministes ont d'ailleurs obtenu leur interdiction légale. Et pourtant elles perdurent dans les rapports sociaux : dans la famille, dans le monde du travail, en politique... Le paradoxe est là : inacceptables dans les textes, elles restent tolérées au quotidien. **L'égalité réelle entre femmes et hommes butte sur l'idéologie patriarcale de notre société.** Elle ne sera possible que si l'on déconstruit ce système social basée sur les différences de classes sociales, l'exploitation et l'oppression.

L'émancipation des femmes de ce système de domination et d'exploitation est non seulement un objectif et une exigence de justice sociale, mais elle subvertit les cadres de domination et d'exploitation, notamment capitaliste, à l'échelle de l'ensemble de la société. C'est une lutte où toutes et tous nous avons à gagner. L'oppression spécifique des femmes s'articule bien sûr à d'autres systèmes de domination et d'exploitation (de classe, raciales...), articulation qu'il s'agit de comprendre et de déconstruire pour tendre vers une société égalitaire.

Notre activité syndicale ne peut faire l'économie d'une démarche féministe, puisque les travailleuses font évidemment face à des inégalités et des discriminations en tant que « groupe social sexué » dans le monde salarial. Le capitalisme sait tirer profit de la situation d'oppression des femmes autant qu'il la renforce. Ainsi, les revendications en faveur de l'égalité femme-homme interpellent l'organisation tout entière de la société, ses principes d'ordre et de hiérarchie. Pour les porter, nous nous appuyons sur les lois existantes et les luttes féministes, mais aussi sur une volonté revendicative transversale prenant en compte la situation spécifique des femmes dans l'ensemble de nos préoccupations. Autrement dit, la lutte pour l'égalité réelle entre femmes et hommes est à la fois spécifique - c'est-à-dire que l'oppression des femmes a ses propres mécanismes, caractéristiques et manifestations - et transversale en ce qu'elle touche l'ensemble des questions syndicales, sociales et politiques que nous avons à traiter.

Cette démarche doit s'affirmer dans notre projet syndical, tant dans ses pratiques quotidiennes que dans ses analyses globales. Elle est une valeur forte, exigeante mais indispensable pour espérer transformer la société.

Les femmes sont la moitié de la classe ouvrière et sont de plus en plus insérées dans la production mondiale. Elles représentent aujourd'hui 51,1% de la population active mondiale. Mais ces données montrant la plus grande insertion des femmes dans le milieu de travail et aussi dans les parcours scolaires et éducatifs s'accompagnent d'autant d'autres, qui montrent que l'inégalité économique entre les hommes et les femmes persiste et que la violence contre les femmes se développe sur tous les continents.

Il y a plus de femmes vivant dans la pauvreté que d'hommes : dans le monde, 70% des pauvres sont des femmes. Les femmes ont souvent des emplois externalisés, précaires et informels. Selon un rapport de l'ONU, publié en mars 2015, les femmes perçoivent 24% de moins que les hommes pour le même travail et les femmes ayant des enfants touchent encore moins. Toutefois, comme les femmes sont très majoritairement dans des emplois mal payés, cette inégalité est beaucoup plus élevée. Les femmes représentent 83% des travailleurs et travailleuses domestiques, secteur parmi les moins bien payés dans le monde.

Avec la nouvelle crise économique mondiale, à partir de 2008, cette situation s'est encore aggravée : plans d'austérité, attaques contre des droits tels que la retraite, privatisations, coupes budgétaires sur la santé ou l'éducation, emplois de plus en plus précaires, etc. Ces plans, appliqués par les pays impérialistes, ont particulièrement touché la classe ouvrière féminine.

En outre, les droits comme la légalisation de l'avortement, conquis dans les années 1970, sont attaqués dans plusieurs pays (Etats Unis, Espagne, Portugal, etc.) ; ils ne sont toujours pas reconnus dans beaucoup d'autres.

La violence envers les femmes augmente ! Un sondage présenté en 2014 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne, indique qu'au sein des 28 pays de l'U.E. 62 millions de femmes ont déjà subi des violences sexistes. **Une femme sur trois a été victime de violence physique et sexuelle.** Cela confirme la recherche de l'Organisation Mondiale de la Santé, réalisée en 2013, indiquant les mêmes résultats, mais sur une échelle mondiale.

L'Inde, pays considéré par le système économique mondial comme « émergent », est sans doute l'exemple le plus flagrant du lien entre « développement » économique capitaliste et persistance des formes les plus barbares de la dégradation humaine : toutes les 20 minutes, une femme est violée. Seulement 1 cas sur 50 est signalé à la police qui, la plupart du temps, blâme la victime. Les agressions sexuelles sont constantes et sont souvent jugées comme des crimes de moindre gravité dès lors qu'il n'y a pas eu pénétration. Les pratiques courantes d'agressions (acide lancé au visage) et d'humiliations des femmes (déshabillées en public), sont considérées comme des actes de moindre gravité. Au Brésil aussi, les viols ont augmenté. Selon l'étude, produite par le Forum brésilien sur la sécurité publique, il a été signalé 50 617 cas de viol en 2012, soit 18,17% de plus qu'en 2011. 15 femmes meurent chaque jour, victimes de la violence de genre, et toutes les deux minutes une femme est battue.

Le tourisme sexuel et la traite des personnes sont aussi des formes courantes de l'exploitation et de la violence contre les femmes à travers le monde.

Les données sur la violence sont quantifiées, avec beaucoup de difficulté. Mais les séquelles et les conséquences psychologiques sont impossibles à calculer. Les femmes perdent confiance en elles, souffrent de dépression, de crises de panique et l'anxiété, de sentiments de culpabilité et de honte, sans compter la peur de marcher dans la rue, d'être dans l'espace public.

Alors que les violences faites aux femmes augmentent, les institutions mondiales, et les gouvernements multiplient les discours sur « l'égalité » mais ne prennent pas les mesures nécessaires pour la réaliser. Le système capitaliste a besoin de cette inégalité entre hommes et femmes ; derrière les déclarations déplorant les violences, il y a les actes des dirigeant-es du monde qui entretiennent celles-ci, voire les justifient ! En organisant les inégalités entre femmes et hommes, en défendant l'idéologie patriarcale, les Etats et les institutions légitiment la violence de genre.

L'auto-organisation des femmes est légitime ; elle n'est pas contradictoire avec le syndicalisme que nous voulons pratiquer et développer, bien au contraire !

Contre les violences faites aux femmes, pour le droit de disposer librement de son corps, pour le droit à l'avortement, pour l'égalité entre les femmes et les hommes : développons et renforçons un syndicalisme résolument féministe !

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (**SNAPAP**) - Algérie.

- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) - Sénégal.
- Independent Trade Unions for Egyptian Federation (**EFITU**) - Egypte.
- Sindacato Autorganizzato Lavoratori COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Perou

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés - Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (**FGPTT/UGTT**) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Flocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (**CUB Immigrazione**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (**CUB SALLCA**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) - Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) - Panama.
- Conseil des Lycées d'Algérie (**CLA**) - Algérie.
- Confederazione Unitaria di Base Trasporti (**CUB Trasporti**) - Italie.
- Syndicat de l'Enseignement Supérieur Solidaire (**SESS**) - Algérie.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) - Canada.

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahía Blanca - (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahía Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**)

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**Gmo**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.